

GRANDS ECHOS LACS

● Publication mensuelle du Réseau Européen pour l'Afrique Centrale (EURAC) ●

● N° 62 – Février 2010 ●

www.eurac-network.org

► EDITORIAL Elections au Rwanda: plus libres et plus transparentes qu'ailleurs ?

Au moment où EurAc a décidé de travailler de façon plus intensive sur le Rwanda, je m'y suis rendue pour mesurer la température sociopolitique dans la période qui précède les élections présidentielles du 9 août 2010. Même si officiellement la campagne électorale se déroulera à partir de quelques semaines avant les élections, le FPR semble être bien en route pour s'assurer, non seulement de les gagner avec le pourcentage qu'il juge honorable pour ses ambitions, mais aussi que les autres partis en lice pour la course présidentielle puissent rencontrer toutes les difficultés possibles pour ne pas avoir l'accès facile à la population. Les différentes intimidations subies par différents candidats à ces présidentielles me semble un signe très préoccupant parmi d'autres.

Dans un pays où tout le monde porte des blessures encore saignantes (physiques et psychologiques), et où la majorité de la population est traumatisée, les gens vivent dans la peur et se sentent prisonniers d'un gouvernement qui a bien affiné ses armes pour s'assurer un contrôle ramifié jusqu'à la base. La peur de se voir coller l'étiquette de génocidaire et divisionniste est très présente et, il me semble, risque aussi de devenir la motivation pour laquelle une partie de la population continue à s'identifier, dans son discours, à la ligne officielle du gouvernement.

Dans ces conditions, le soutien inconditionnel au gouvernement par une partie de la communauté internationale depuis quinze ans, reste très difficile à comprendre. Il est frappant et est le fruit du manque d'unité de la part des Etats membres de l'Union européenne vis-à-vis du gouvernement rwandais. Mais ce qui plonge la majorité de la population rwandaise dans le désespoir est que cette communauté internationale puisse arriver à dire que le développement sur le plan économique (qu'EurAc reconnaît aussi dans une certaine mesure) justifierait un gouvernement dur et répressif dans un pays dont on est en train de réécrire l'histoire et la mémoire.

Une bonne partie de la population avait vraiment espéré un changement en faveur d'un régime démocratique suite à la décision de la Suède et des Pays Bas de «geler» leur appui budgétaire. Elle avait espéré que les conséquences auraient été favorables à un ralentissement de la répression et du contrôle. De voir que c'est plutôt le contraire qui est arrivé est assez décevant. C'est pour cela aussi que nous sommes inquiets par le fait qu'il n'y a aucune indication que l'Union européenne se prépare à envoyer une mission d'observation aux prochaines élections, comme si les élections ont plus de chances d'être libres et transparentes qu'au Burundi ou qu'en RDC. EurAc y exprime son étonnement et demande, dans un communiqué, à l'Union de déployer une mission au Rwanda quand même, surtout en nous rendant compte que le rapport final de la mission de 2008, même si c'était un rapport affaibli, contient plusieurs éléments et recommandations qui justifient et nécessitent un suivi profond.

Donatella Rostagno
Policy Officer à EurAc

► SOMMAIRE

► Synthèse de l'actualité (p. 2-4)

- **Grands Lacs** : Des experts se penchent sur la gestion du Lac Kivu ; Orientations de l'EAC pour 2010 ; L'EAC supervisera les élections dans les pays membres ; L'UA au chevet de la RDC et du Burundi
- **RDC** : Parlement : Session extraordinaire ; Situation instable dans la Province de l'Equateur ; Tension à la CEI ; La comptabilité des souffrances
- **Burundi** : Recrudescence de la criminalité ; Vagues d'arrestations au sein de l'armée
- **Rwanda** : Climat politique à la veille des élections ; Rapport sur l'assassinat du Président Habyarimana

► Actualité du Plaidoyer (p. 5X-6)

Mécanisme de supervision concernant le trafic illicite ; RDC : Dénonciation des conséquences des opérations militaires ; etc.

► Principaux documents reçus (p. 7 - 8)

Editeur responsable

Kris Berwouts
Rue des Tanneurs, 165
1000 Bruxelles (Belgique)
Tél. + 32 2/502 33 12
Fax + 32 2/ 502 21 42

Secrétariat :

Donatella Rostagno; Marie-Rose Hoornaert,
Kris Berwouts; Jonathan Simba Kai ; Joseph Ntamahungiro.

Courriel :

kris.berwouts@eurac-network.org

N.B. : Les textes ainsi que les informations sélectionnées ne représentent pas nécessairement les positions des membres du réseau

► Grands Lacs

► Des experts se penchent sur la gestion durable du Lac Kivu

Une cinquantaine d'experts venus du Rwanda, de la RDC, de l'Europe et de l'Amérique se sont réunis, du 13 au 17 janvier 2010 à Gisenyi (Rwanda) dans un séminaire consacré à la [gestion durable du lac Kivu](#). Organisé par l'Université américaine de Rochester, en partenariat avec le ministère rwandais des Infrastructures, le séminaire s'est penché sur 3 sujets: la gestion du volcanisme et du séisme dans le lac Kivu, l'extraction du gaz méthane et le monitoring de l'équilibre écologique de ce lac. Selon le directeur général de l'Observatoire volcanologique de Goma (OVG), Kacho Karume, les participants ont recommandé l'implication des gouvernements rwandais et congolais dans ce projet que certains bailleurs sont déjà prêts à financer. Plus techniquement, ils ont recommandé des études approfondies sur la volcanologie, la sismologie et les écosystèmes du lac-Kivu, qui permettront de planifier l'exploitation du gaz méthane de ce lac sans perturber son équilibre écologique. Ces études devront être menées au cours de cette année 2010. Toujours selon Kacho Karume, «*l'exploitation qui est faite pour le moment, est une exploitation à petite échelle*». (jn)

► Orientations de l'EAC pour 2010

S'adressant au personnel du Secrétariat des Etats membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), le Secrétaire général de cette organisation, Juma Mwapachu, a dévoilé les grandes priorités de l'EAC pour cette année 2010. Il a affirmé que la Défense constituera le pilier principal de l'unité politique de cette organisation, suivie par la reprise des négociations sur les Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Les autres points seront la préparation du premier sommet de l'EAC sur la sécurité alimentaire et le changement climatique. Il a souligné que les efforts fournis l'année précédente, tels les exercices militaires conjoints des forces de défense des pays partenaires et la première conférence sur la paix et la sécurité, tenue à Kampala, ont permis une plus grande coopération. Selon Juma Mwapachu, la mise en œuvre du protocole d'ici à juillet 2010 est en bonne voie, étant donné que les chefs d'Etat de l'EAC se sont engagés à ratifier le protocole au mois de mai de cette année. Il a ajouté que l'accord de coopération sur les questions de Défense sera transformé en un protocole liant juridiquement chaque Etat. Ce processus sera réalisé lors d'un forum spécial qui se tiendra le mois prochain à Kampala, en Ouganda. D'autre part, les bureaux de l'Agence de supervision de la sécurité et de la sûreté de l'Aviation civile, une institution de l'EAC, seront transférés en 2010 d'Arusha à Entebbe, en Ouganda. Le Secrétaire de l'EAC a fait toutes ses déclarations au cours de la cérémonie d'ouverture de sa réunion annuelle. (jn)

► L'EAC supervisera les élections dans les pays membres

Dans le cadre de ses préparatifs pour le [suivi des élections dans la région](#) qu'elle couvre, le secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), a annoncé, le 19 janvier 2010, que l'EAC était en train de développer un protocole sur la bonne gouvernance qui, une fois signé, lierait tous les Etats partenaires. Ce protocole pourra fournir le cadre nécessaire aux efforts de l'EAC pour faire respecter les principes fondamentaux de la communauté dont la démocratie, l'Etat de droit, la protection des droits humains, la responsabilité, la transparence et l'égalité des chances. Evoquant la situation du Burundi, le secrétariat a rappelé qu'une mission d'appui électorale, composée de membres des commissions électorales des quatre pays membres de l'EAC, s'était rendue dans ce pays en octobre dernier, pour s'enquérir de la situation et envisager des actions à mener. Selon le secrétaire général adjoint de l'EAC chargé de la fédération politique, Beatrice Kiraso, le Burundi «*est un pays qui comporte un intérêt spécial pour les autres membres de l'EAC, car il sort d'un conflit dont les efforts de paix et de stabilité doivent être soutenus*». Pour réussir sa mission, l'EAC compte passer des missions d'observateurs conventionnelles au suivi des élections. L'EAC a l'intention de rassembler une équipe d'observateurs à long terme pour tous les Etats partenaires, afin d'assurer une harmonisation et une standardisation des processus électoraux. Pour rappel, le Rwanda et la Tanzanie organiseront des élections respectivement en août et octobre 2010, l'Ouganda suivra en 2011 et le Kenya en 2012. (jn)

► L'Union Africaine au chevet de la RDC et du Burundi

Le 21 janvier 2010, l'Union Africaine (UA) a dépêché, pour une vingtaine de jours, une mission d'experts en RDC et au Burundi dans le cadre de l'assistance aux pays post-conflits. La mission comprend des experts de haut niveau dans des domaines aussi variés que l'agriculture, les ressources minérales, l'environnement, la foresterie, le développement durable, la gouvernance, la réforme de l'armée et de la sécurité. Son objectif est d'évaluer les besoins au plan politique, sécuritaire, humanitaire et financier; identifier les besoins urgents d'assistance et les actions à mener sur le court, le moyen et le long terme; étudier les contraintes à la consolidation du processus DDR et au retour ordonné des déplacés dans leurs localités d'origine. Aux termes de ses investigations, la mission devra formuler des recommandations applicables dans un délai raisonnable. Cette mission découle de la Conférence de l'UA du 3/08/2009. (jn)

► RDC

► Parlement: Session extraordinaire

Convoquée le 15 janvier 2010, cette session extraordinaire se clôturera en principe le 15 février. Plusieurs questions urgentes doivent y être traitées, notamment celle du budget 2010. Ce dernier a pourtant été voté à la mi-décembre par les deux chambres, mais il a finalement été renvoyé par le Président de la République au Parlement pour relecture. Joseph Kabila souhaite que ce budget soit revu par les parlementaires au motif que certains engagements pris par la RDC avec les institutions du Bretton Wood, n'avaient pas été pris en compte.

Le Gouvernement a alors introduit une demande de crédits provisoires qui a été rejeté par une large majorité de députés, de la majorité comme de l'opposition. La RDC fonctionne donc sans budget pour le moment, car l'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

La session extraordinaire doit également se pencher sur le projet de loi sur la Commission électorale nationale indépendante (CENI). L'Assemblée nationale et le Sénat doivent se mettre d'accord dans les mêmes termes afin de mettre à la disposition du Président de la République une mouture commune pour promulgation.

Des sources concordantes font cependant état de la possibilité de réunir les deux chambres en congrès, en vue d'une révision constitutionnelle. Ce scénario permettrait, selon ces sources, d'éviter une inadéquation entre la constitution et les textes réglementaires par rapport au découpage territorial, qui doit diviser le pays en 25 provinces. Rien n'est fait jusque là sur cette question, ce qui rend impossible l'organisation des élections locales, urbaines et municipales. (jsk)

► La situation demeure instable dans la Province de l'Equateur

Les violences qui ont secoué le Sud-Oubangui (district de la province de l'Equateur, au nord-ouest du Congo) entre la fin octobre et décembre 2009, ont provoqué une grave crise humanitaire dans cette région qui est déjà très pauvre. Le conflit entre des ethnies locales (les Enyele et les Munzaya), qui a commencé dans la région de Dongo autour d'une dispute sur la propriété d'étangs poissonneux, a très vite pris des proportions considérables. Outre le contentieux sur les étangs, les Enyele voulaient marquer leur désaccord avec l'engagement de responsables non originaires du coin dans l'administration locale. Les jeunes insurgés, qui sont renforcés par des anciens soldats de Jean-Pierre Bemba, ont affronté la police qui a été très vite débordée. Le Gouvernement de Kinshasa a envoyé alors l'armée nationale, appuyée logistiquement par la Monuc, pour venir à bout de cette insurrection que certains milieux de la diaspora ont tenté de présenter comme le début d'une guerre civile. Le bilan de ces violences, selon les autorités de Kinshasa, est de 297 morts, dont 187 villageois, 82 insurgés et 28 policiers. Les affrontements ont également provoqué l'exode d'environ 200.000 réfugiés qui se trouvent en République Centrafricaine, au Congo-Brazzaville et dans certaines localités dans la Province de

l'Equateur. Plusieurs ONG humanitaires sont venues en aide aux réfugiés et déplacés, qui craignent encore de retourner chez eux à cause des tensions qui sont toujours présentes. Cet épisode de Dongo illustre la difficulté pour les autorités congolaises d'assurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire de la République. (jsk)

► Tensions à la Commission Electorale Indépendante (CEI)

Alors que le projet de loi sur la Commission électorale nationale indépendante (CENI) qui doit succéder à la Commission Electorale Indépendante (CEI) est en discussion au parlement, celle-ci est traversée par un profond malaise. Quatre des sept membres qui composent son bureau national ont signé un document rendu public le 26 janvier 2010. Les signataires accusent le président, l'abbé Malumalu, d'avoir personnalisé le fonctionnement et les finances de l'institution, raison pour laquelle ils suspendent leur participation à toutes les réunions du bureau. Cette situation doit être mise en parallèle avec le non-paiement du salaire des employés depuis environ une année, qui a conduit le conseiller financier de cette institution à entamer une grève de la faim depuis le 21 janvier. C'est donc sur un fond de tensions à la CENI va succéder à la CEI et que le processus électoral. (jsk)

► La comptabilité des sou

Les chercheurs de l'Université can ont publié, le 20 janvier 2010, un [diminution des pertes humaines da](#) laquelle ils concluent que les taux de victimes « directes », tombées sous la violence des guerres des dernières décennies on le taux de victimes « indirectes » (l'effondrement de l'économie, des l'approvisionnement,...) tend à di développé dans l'étude concerne la humanitaire International Rescue Co le chiffre de 5,4 millions de morts, variations de taux de mortalité avan Les chercheurs jugent le chiffre "e doit être divisé par deux. IRC rejette cette étude et critique à son tour certains chercheurs. Pour sa part, la société exprime son indignation devant *« funeste »* de Human Security Repc *« négationnisme »*, surtout parce qu *par la perte de ces frères, sœurs, et épouses est encore fraîche dans les fils de ce pays »* et aussi parce que *continuent encore à mourir jusque'à c*

► Burundi

► Recrudescence de la violence

Ces derniers temps, des crimes sont signalés presque au quotidien dans certaines provinces du pays. Ce phénomène est du en partie aux nombreuses armes qui circulent parmi la population et qui sont une menace pour la sécurité. Dans la province de Cankuzo (nord du pays), des crimes ont été perpétrés avec pour mobile le vol. Dans la province de Gitega (centre du pays), des bandits ont tué des femmes et des petits enfants. Des conflits fonciers sont à l'origine de plusieurs crimes commis dans la province de Muramvya (centre du pays). L'insécurité a fait apparition dans les écoles où des enseignants sont malmenés par leurs élèves. Dans la province de Ruyigi (est du pays), la population se rend justice dans les conflits fonciers, puisque la justice fait défaut. Les motifs des actes criminels sont aussi politiques. En province de Cibitoke (près de Bujumbura), une liste circule en Commune Buganda, avec les noms des membres du parti FNL (opposition) à éliminer. On assiste à des cas d'intimidations et de menaces de mort contre des membres des organisations de la Société Civile et des journalistes. La violence politique règne également dans la province de Kirundo (nord du pays) où deux membres du même parti FNL ont été grièvement blessés par des jeunes du CNDD-FDD, les Imbonerakure (ceux qui voient de loin). En province de Ngozi (nord du pays) et en Mairie de Bujumbura, la violence se manifeste dans la confrontation entre les jeunes Imbonerakure du parti au pouvoir et des membres du FNL qui a fait des blessés. (mrh)

► Vagues d'arrestations au sein de l'armée

Le 29 janvier 2010, 13 militaires, dont un officier, [ont été arrêtés](#) vers 18h par le Chef d'état-major de l'armée burundaise sur une plage très fréquentée du Lac Tanganyika (Bujumbura). Ils sont tous accusés qu'ils étaient entrain de préparer la «*déstabilisation des institutions*», accusation nuancée par un communiqué du Ministère de la Défense qui parle d'une «*réunion dont les visées étaient orientées vers l'organisation d'une mutinerie avec violence*». Le lendemain, trois autres militaires, dont deux officiers, ont été également arrêtés. Ces vagues d'arrestations interviennent dans un contexte de malaise persistant au sein de l'armée et de la police. En décembre 2009, une série de tracts avaient été diffusés par des inconnus au sein de l'armée et de la police. Ils accusaient notamment les hiérarchies de «*favoriser les officiers et de prélever sans justification de l'argent des soldes des forces de sécurité*». Six officiers avaient été arrêtés et emprisonnés et huit autres renvoyés de l'armée. Les partis d'opposition et des intellectuels ne croient pas à la thèse du complot. Pour eux, les dirigeants actuels du CNDD-FDD ont «*du mal à digérer l'échec électoral qui se profile déjà à l'horizon*» et que cette manœuvre vise à «*écarter certains leaders politiques de la course électorale*». (mrh)

► Rwanda

► Climat politique à la veille des élections

A sept mois des élections présidentielles du 9 août 2010, cinq partis politiques ont déjà annoncé leur participation à ces élections : le Front Patriotique Rwandais (FPR), le Parti des Verts (Democratic Green Party of Rwanda), le Parti social Imberakuri (PSI), l'Alliance Démocratique pour le Rwanda (RUIA), les Forces Démocratiques Unifiées-Inkingi (FDU-Inkingi) et le Parti Banyarwanda (PB). Les trois premiers sont à l'intérieur du pays, les deux autres à l'extérieur. Depuis le 16 janvier dernier, la présidente des FDU, Mme Victoire Ingabire Umuhoya, est rentrée au Rwanda. Le 29 Janvier 2010, le président de la Commission électorale nationale rwandaise, Chrysologue Karangwa, a annoncé sa démission des instances supérieures de son parti (FPR) afin de «*bien remplir ses lourdes responsabilités*». Bien que le [FPR soit déjà assuré de la victoire de son candidat](#), le Président Paul Kagame, il mène une campagne très agressive contre ses concurrents de l'intérieur comme de l'extérieur. Ainsi, le PSI est accusé de «*relents tribalistes*» et de propagation de «*l'idéologie divisionniste et négationniste*», alors que le parti des Verts a vu ses réunions perturbées, avec blessures parfois graves par des hommes que ce parti identifie comme des membres du FPR. De son côté, depuis son retour au Rwanda, Mme Victoire Ingabire a subi un [véritable lynchage médiatique](#) de la part des médias gouvernementaux ou proches du pouvoir. Elle et un membre de son équipe [ont même été physiquement lynchés](#) le 3 février 2010 dans l'enceinte d'une administration publique, après avoir répondu à l'invitation du responsable de ce secteur pour aller récupérer des documents. (jn)

► Rapport sur l'assassinat du Président Habyarimana

Au mois de janvier 2010, les autorités rwandaises ont rendu public un [rapport](#) d'une Commission d'enquête daté du 20 avril 2009 sur l'assassinat du Président Juvénal Habyarimana. Ce rapport dénommé Mutsinzi, nom du coordinateur de la Commission de cette enquête, conclut que le Président Habyarimana a été assassiné par les extrémistes Hutu, prenant ainsi le contrepied du juge français Jean-Louis Bruguière qui met en cause le FPR. Le Professeur Filip Reyntjens de l'Université d'Anvers et le Colonel Luc Marchal, ancien commandant des casques bleus belges à Kigali au moment des faits, ont fait, chacun de son côté, une analyse critique de ce rapport. Pour le [Professeur Reyntjens](#), «*à travers l'ensemble du rapport, l'enquête ne va que dans une seule direction, celle des extrémistes hutu, alors que les données mettant en cause le FPR sont systématiquement ignorées*». Pour [Luc Marchal](#), «*tout au long des 186 pages du document, nous assistons à un long réquisitoire à sens unique dont le seul exercice est de démontrer la totale innocence du FPR et la machiavélique culpabilité des extrémistes hutu*». (jn)

ACTUALITE DU PLAIDOYER

► Mécanisme de supervision concernant le trafic illicite

Jason Stearns et Steve Hege viennent de publier un document pour le Center on International Cooperation intitulé [«Independent oversight for mining in the Eastern Congo»](#). Ils y plaident la mise en place d'un mécanisme de supervision qui se pencherait, en tant qu'entité indépendante, sur le lien entre le trafic des minerais et les acteurs armés à l'Est du Congo. Le mécanisme serait complémentaire à d'autres instruments de lutte contre l'exploitation illicite des ressources naturelles, tels que la certification, le renforcement des institutions locales et la mise en place d'un cadre de réglementation internationale. L'équipe responsable serait composée d'une quinzaine d'experts congolais et internationaux ayant mandat du gouvernement congolais et du Conseil de sécurité de l'ONU. Sa mission serait d'établir des normes qui permettent de définir la notion du trafic illicite et de désigner une institution qui sanctionne les individus qui violent ces normes, y compris des agents du gouvernement et des officiers de l'armée. Le mécanisme couvrirait les trois provinces du Kivu et conclurait un *Memorandum of Understanding* avec les pays voisins, notamment le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda. (kb)

► RDC : La société civile dénonce les conséquences des opérations militaires dans l'Est

La société civile de Béni, qui fait un bilan de l'année 2009, dresse un triste état des lieux de la situation dans le Nord-Kivu. Des assassinats à répétition, des viols, des enlèvements, des pillages et des meurtres, ainsi que bien d'autres formes d'exactions, constituent le lot quotidien des populations. Le réseau des associations des droits de l'homme du Sud-Kivu (Radhoski) dénonce par contre les abus commis en marge des opérations militaires. « Kimya II », « Umoja wetu », « Amani Leo » qui ont pour but commun de traquer les FDLR et de sécuriser l'est du Congo. Ces opérations ont également en commun de faire payer un lourd tribut aux populations locales. À côté des déplacements et des difficultés humanitaires consécutives aux combats, ce sont les violences à l'encontre des civils qui sont pointées du doigt. À titre illustratif, le réseau dénonce les abus perpétrés à Rubuga dans le groupement Bifuliru et de Mikenge à Masisi. Ces exactions restent pour la plupart impunies, même lorsque leurs auteurs sont des soldats des FARDC. La société civile montre une fois de plus que l'impunité est l'une des principales causes de la crise humanitaire dans l'est de la RDC. (jsk)

► RDC : Mme Venantie Bisimwa Nabintu, Dr Honoris Causa

Le 2 février 2010, Mme Venantie Bisimwa Nabintu, Secrétaire exécutive du Réseau des Femmes pour la

Défense des Droits et de la Paix (Women's Network for Justice and Peace) en République Démocratique du Congo, a reçu le titre de [Doctor Honoris Causa](#) à l'Université Catholique de l'engagement dans les conflits armés et les violences sexuelles subies par les femmes. Elle avait fait partie de la Commission d'enquête sur l'obtention du F. Elle a écrit : « contribuer à l'équité pour les hommes et les femmes, ce qui favorisera le m

► RDC : Oubliez-vous l'espoir ?

Les ONG CAFOD (sud-africain) et publié, le 25 jan [en or ou faux](#) impacts environ création d'une multimillionnaire sur la population. Les interrogations que le projet mi touchée par des encouragés par des groupes armés pourrait provoquer *«malgré des ar, répond toujours et ne fait pas nos plans. Si environnementaux peut s'attendre aux relations co n'a à aucun mon population de Dans ses recor les mesures que congolais pour p la transparence comprene les i, sa porte.»* (mrh)

► HRW: Rapport sur les Droits Humains en Rwanda

Le 20 Janvier 2010, son Rapport sur l'Homme en 2009. Voici ce qu'elle écrit sur la

région des Grands Lacs. Au [Burundi](#), «Plusieurs crimes et agressions pour des motifs politiques ont eu lieu au début de l'année 2009 et ont pour la plupart impliqué les sympathisants du parti à la tête du pays, le Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD). Les cibles étaient des partisans des FNL et des autres partis d'opposition, en particulier le Front pour la démocratie du Burundi (Frodebu) ». Les avancées du processus de paix n'ont-elles pas réussi à mettre un terme à ces violences, chaque parti cherchant à dominer le terrain politique en vue des élections générales prévues en 2010. En [République Démocratique du Congo](#), «l'année 2009 a été marquée par une augmentation de la violence et des abus brutaux de droits humains. Deux campagnes militaires menées par l'armée congolaise dans l'est et dans le nord du pays ont entraîné un accroissement du recours à la violence envers les civils par les forces rebelles et gouvernementales». Au moins 2.500 civils ont été massacrés, plus de 7.000 femmes et filles ont été violées, et plus d'un million de personnes ont été forcées de fuir leurs domiciles. Le nombre total de personnes déplacées a dépassé les 2 millions, avec pour la majorité d'entre elles un accès limité ou inexistant à l'aide humanitaire, ce qui les a poussés à retourner dans des zones dangereuses pour trouver de la nourriture. L'impunité, déjà manifeste, s'est enracinée avec la promotion de Bosco Ntaganda au rang de général, malgré le mandat d'arrêt à son nom délivré par la Cour pénale internationale (CPI). Au [Rwanda](#), le pays «a été le théâtre non seulement de restrictions par le gouvernement de la sphère politique et de libertés individuelles, mais aussi d'une intolérance croissante envers les critiques des politiques étatiques et d'un refus de toute discussion sur l'appartenance ethnique». Les groupes de défense des droits humains et plusieurs bailleurs de fonds internationaux craignent un redoublement de la répression. Les préparations de l'élection présidentielle de 2010 ont ranimé les préoccupations concernant l'intimidation et la violence au sein des communautés locales et ont conduit à des arrestations parmi les individus soutenant la formation de nouveaux partis politiques. « La corruption et l'influence induite des autorités locales et des autres notables de la communauté ont entaché les actions des tribunaux gacaca, sapant la confiance des victimes et des accusés » (jn)

► **Burundi: 10^{ème} anniversaire de l'OAG**

L'Observatoire de l'action gouvernementale (OAG) a célébré le [10^{ème} anniversaire de sa création](#), du 18 au 23 janvier 2010, sous le thème «*Pour une culture de transparence et de responsabilité dans la gestion de l'Etat*». Créé en septembre 1999 et agréé en 2001, l'OAG s'est donné la mission d'amener les dirigeants à prendre en considération les préoccupations de la population et à rendre compte des actes qu'ils posent en développant chez les citoyens le sens de la critique objective et de l'exigence. L'OAG a déjà réalisé plusieurs études et analyses portant sur des thèmes variés, tels que l'éducation, la santé, les politiques et les programmes du gouvernement, les finances publiques, le fonctionnement des institutions, la justice, le rapatrie-

ment, la problématique foncière, l'environnement et l'évaluation de la mise en application de l'accord d'Arusha. (jn)

► **Burundi: Les femmes se mobilisent pour les élections de 2010**

Selon Syfia Grands Lacs/Burundi (14/01/10), depuis près d'un mois, les Burundaises vont en masse retirer la carte d'identité, afin de pouvoir voter lors des prochaines élections qui commencent en mai de cette année. D'après les données partielles du Ministère de l'Intérieur, 80 % des demandeurs de la carte nationale d'identité sont des femmes. Elles n'ont pas attendu la sensibilisation menée par l'administration et les associations féminines pour se mobiliser. Dans la capitale, où elles font du petit commerce, elles se sont passées l'information de la prolongation des délais. Dans les collines, ce sont les radios et l'administration qui essaient de toucher les gens. Certains, en effet, ne sont toujours pas au courant. Obtenir cette carte n'est pas aisée. Les femmes sont nombreuses à attendre dans des files interminables, devant les bureaux communaux, car, dit l'une d'entre elles, « Renoncer à la carte, c'est renoncer à la nationalité et à tous les droits auxquels elle donne accès... Le droit de vote surtout ». S'exprimant sur leurs choix lors des élections, une femme commerçante dit : « Nous sommes nombreuses et n'avons qu'un seul parti politique, une seule ethnie : le commerce qui nourrit nos enfants. Nous voterons en faveur des candidats qui auront formellement promis de créer de meilleures conditions pour l'exercice de notre activité ». (jn)

► **Rwanda : Quels enjeux à l'approche des échéances électorales ?**

Le 15 Décembre 2009, le Groupe Afrique de la Commission Justice et Paix Belge francophone a publié une note intitulée «[Rwanda : Quels enjeux à l'approche des échéances électorales ?](#) ». La note présente la situation particulière du pays, les partis en lice pour les prochaines élections, ainsi que l'attitude de la Communauté internationale vis-à-vis du Rwanda après le génocide. Parlant de cette dernière, le groupe trouve qu'elle est divisée dans son approche vis-à-vis du Rwanda. Certains représentants diplomatiques considèrent le Rwanda comme un nouveau pays, où tout était à refaire. Ils estiment dès lors que la situation actuelle est bien meilleure que celle qui prévalait en 1994. D'autres par contre pensent que « le gommage volontaire des ethnies n'est pas une bonne chose » et que tôt ou tard le Rwanda devra s'ouvrir à la démocratie, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Selon les auteurs, « A l'approche des élections au Rwanda, et si les conditions internes ne changent pas d'ici-là (août 2010), la seule question qui maintient le suspens est avec quel score le Président Kagame va gagner les élections ? En effet, tant que le régime ne s'ouvrira pas démocratiquement (...), les élections resteront sans réels enjeux. Finalement, c'est peut-être en interne, à l'intérieur de ses propres rangs au FPR, que le régime du Président Kagame a le plus à craindre politiquement parlant » (jn)

Documents sur la région des Grands Lacs □ Janvier 2010

Cette liste présente une sélection, forcément partielle, des principaux documents reçus à EURAC durant le mois écoulé. Le contenu des documents n'engage que leurs auteurs et ne reflète pas l'opinion d'EurAC ou de ses membres. Tous ces documents ont un lien hypertexte et peuvent donc être téléchargés à partir de la version électronique de ce bulletin. Ils renvoient à notre site web ou vers le site web des institutions qui les ont publiés. Si vous rencontrez des problèmes de téléchargement ou si vous n'avez accès qu'à une version papier de ce bulletin, nous vous les enverrons volontiers par courrier électronique (passez dans ce cas votre commande à l'adresse : secretariat@eurac-network.org)

► Perspectives régionales

[Déclaration finale des leaders religieux sur la problématique de la LRA](#)
CENCO et autres, Kisangani, 04/02/10, 5 p.

[Gisenyi : Des experts se penchent sur la gestion durable du Lac Kivu](#)
Radio Okapi, Gisenyi, 15/10/01, 2 p.

[Recommandations aux Chefs d'Etat et de Gouvernement à l'occasion du 14^{ème} Sommet de l'UA](#)
FIDH, Addis Abeba, 25/01/10, 13 p.

[Banque mondiale: Reprise à haut risque pour le continent africain](#)
JA, Paris, 21/01/10, 2 p.

[L'EAC va superviser les élections dans les pays membres](#)
Pana, Dar es Salaam, 19/01/10, 2 p.

[African Conflicts and U.S. Diplomacy: Roles and Choices](#)
CSIS, Washington, 15/01/10, 19 p.

[Rapport sur la situation des droits de l'Homme dans la région des Grands Lacs en décembre 2009](#)
LDGL, Kigali, 15/01/10, 7 p.

[Les élections en Afrique : A quoi servent les observateurs ?](#)
JA, Paris, 14/01/10, 3 p.

► RDC: Conflits au Kivu

[L'imbroglie FDLR et la tragédie du Kivu](#)
Luigi Elongui, Paris, 01/02/2010, 2 p.

[Au-delà des groupes armés, conflits locaux et connexions régionales : L'exemple de Fizi et Uvira](#)
Arche d'Alliance et autres, Bukavu, 15/01/10, 15 p.
A demander au secrétariat EurAc

[The mystery of Dongo](#)
Congo Siasa, Kinshasa, 06/01/10, 2 p.

[Réflexion sur la MONUC en forme de bilan](#)
Guy De Boeck, Bruxelles, 11/01/10, 7 p.

► RDC: Coopération

[Comment les pays créanciers décident en RDC](#)
CADTM, Paris, 28/11/09, 2 p.

[La RDC dans l'état du FMI](#)
CADTM, Paris, 14/01/10, 3 p.

► RDC: Droits de l'homme

[Rapport mondial 2010. RDC : Événements de 2009](#)
HRW, Washington DC, 20/01/10, 4 p.

[The Shrinking Costs of War](#)
HSRP, Oxford, 20/01/10, 13 p.

► RDC: Economie

[Les étangs de la discorde](#)
Afrique-Asie, Paris, 01/02/10, 3 p.

[La stratégie de la relance socio-économique](#)
Jeannot Angongolo Tosomba
Goma, 06/06/09, 4 p.

► RDC: Eglises

[Ensemble pour un Etat de Droit N° 31](#)
Commission Episcopale Justice et Paix
Kinshasa, 15/12/09, 4 p.

[Ensemble pour un Etat de Droit N° 32](#)
Commission Episcopale Justice et Paix
Kinshasa, 31/12/09, 4 p.

► RDC: Justice

[Lubanga Trial Coverage: Witness Describes "Terrible" Battle Scenes](#)
IWPR, The Hague, 15/01/10, 2 p.

[Les procès de la CPI victimes de réductions budgétaires](#)
IWPR, La Haye, 09/09/09, 5 p.

► RDC: Politique

[Un semblant d'Etat en état de ruine](#)
Kris Berwouts, EurAc, Bruxelles, 27/01/10, 11 p.

[Le CNDP dans les Institutions! : «La Fin de la légitimité électorale en RD Congo»](#)

[Congo Actualités N° 103](#)
Réseau Paix pour le Congo,
San Polo, 15/01/10, 12 p.

► RDC: Ressources naturelles

[Lessons Unlearned : How UN and Member States must do more to end Natural Resource Fuelled Conflicts](#)
Global Witness, New York, 27/01/10, 52 p.

[Opportunité en or ou faux espoirs ? La proposition d'ouverture d'une mine d'or par AngloGold Ashanti en RDC](#)
CAFOD, Londres, 25/01/10, 42 p.

[Des mécanismes pratiques pour combattre la militarisation des ressources naturelles en RDC](#)
CIC, New York, 3/12/09, 4 p.

► RDC: Société civile

[Une militante pour la Paix : Venantie Bisimwa, Docteur honoris causa](#)
Le Phare, Kinshasa, 01/01/10, 3 p.

► Burundi: Armée

[Inquiétudes suite aux vagues d'arrestations de militaires](#)
arib news, Charleroi, 01/02/10, 2 p.

► Burundi: Droits de l'Homme

[Déclaration sur le contexte des droits humains et des élections au Burundi](#)
Iteka, Bujumbura, 31/01/10, 2 p.

[Rapport mondial 2010 : Burundi : Evénements 2009](#)
HRW, Washington DC, 20/01/10, 5 p.

[L'insécurité au quotidien au Burundi : une dizaine de personnes tuées en une semaine.](#)
LDGL, Bujumbura, 19/01/10, 4 p.

► Burundi: Eglises

[Le Centre Jeunes Kamenge lance un cri de détresse](#)
Claudio et les 33.200 jeunes du Centre, Bujumbura, 26/01/10, 2 p.

► Burundi: Enseignement

[Gratuité de l'enseignement de base : Bilan et perspectives](#)
OAG, Bujumbura, 31/01/10, 9 p.

► Burundi: Politique

[Les élections de 2010 dans toutes les têtes](#)
Julien Nimubona, Bujumbura, 20/12/09, 11 p.

[Elections 2010 : « Calmer le jeu »](#)
Melchior Mbonimpa, Sudbury, 30/01/10, 3 p.

[Début du recensement électoral](#)
BINUB, Bujumbura, 22/01/10, 3 p.

[Déclaration des partis politiques sur la mauvaise distribution de la Carte Nationale d'Identité](#)
CNDD et autres, Bujumbura, 22/01/10, 2 p.

[Intolérance politique : une triste réalité au Burundi](#)
Iteka/Panos Paris, Bujumbura, 23/01/10, 2 p.

[Communication au sujet du Recensement électoral](#)
Pierre Claver Ndayicariye, Bujumbura, 11/01/10, 4 p.

[A qui profitent les indemnités de fin de mandat ?](#)
Pierre Claver Niyonkuru, Québec city, 11/01/10, 4 p.

► Burundi: Société civile

[Rapport d'observation sur la Gouvernance au Burundi au cours du second semestre 2009](#)
OAG, Bujumbura, 20/01/2010, 120 p.

[Célébration du 10ème anniversaire de la création de l'Observatoire de l'action gouvernementale](#)
OAG, Bujumbura, 19/01/10, 2 p.

► Rwanda : Droits de l'homme

[Rapport mondial 2010 : Evénements de 2009](#)
HRW, Washington DC, 20/01/10, 5 p.
5 p.

► Rwanda: Génocide

[Genocide, War Crimes and Crimes Against Humanity: A Digest of the Case Law of the ICTR](#)
HRW, New York, 15/01/10, 522 p.

[Eléments essentiels contenus dans le Rapport d'enquête contre l'attentat du 06/04/1994](#)
Jean Mutsinzi, Kigali, 20/04/09, 19

[Analyse du Rapport Mutsinzi sur l'attentat du 06/04/1994](#)
Filip Reyntjens, Anvers, 15/01/10, 32 p.

► Rwanda: Justice

[La proximité de la justice au Rwanda: Rapport socio-juridique sur les modes de gestion des conflits fonciers](#)
RCN Justice et Démocratie, Bruxelles, 30/06/09, 88 p.

[Dénonciation de la politisation des juridictions gacaca par la violation des droits de la défense au Rwanda](#)
RIPRODHOR, Paris, 20/01/10, 6 p.

► Rwanda: Politique

[Discours de Victoire Ingabire à son arrivée à Kigali](#)
Victoire Umuhoza Ingabire, Kigali, 16/01/10, 2 p.

[Lynchage médiatique et appels à l'arrestation des opposants](#)
Victoire Umuhoza, Kigali, 22/01/10, 2 p.

[Agression de V. Ingabire : le FPR renoue avec la méthode «d'accusation en miroir »](#)
Emmanuel Neretse, Bruxelles, 04/02/10, 2 p.

[Quels enjeux au Rwanda à l'approche des échéances électorales ?](#)
Commission Justice et Paix, Bruxelles, 15/12/09, 4 p.

► Rwanda: Presse

[Un hebdomadaire indépendant menacé de suspension définitive](#)
RSF, Paris, 04/02/10, 1 p.

► Rwanda: Réfugiés

[Une issue en vue pour la situation de réfugiés rwandais prolongée](#)
HCR, Kigali, 20/10/09, 2 p.